



Assemblée générale

Distr. générale
11 décembre 2015
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session

Point 131 de l'ordre du jour

**Rapports financiers et états financiers vérifiés
et rapports du Comité des commissaires aux comptes**

Suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur les progrès réalisés dans la manière dont les questions relatives à l'informatique et aux communications sont traitées au Secrétariat

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Il est rendu compte dans le présent rapport de la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur les progrès réalisés dans la manière dont les questions relatives à l'informatique et aux communications sont traitées au Secrétariat (A/70/581), lequel faisait le point de l'évolution de la situation depuis la parution du précédent rapport du Comité sur la question (A/67/651). Au paragraphe 7 de la section B de sa résolution 48/216, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui faire connaître, au moment où elle est saisie des recommandations du Comité des commissaires aux comptes, sa réaction auxdites recommandations et les mesures qu'il envisage de prendre pour les appliquer. Le présent rapport répond à cette demande. L'Administration admet qu'il subsiste un certain nombre de divergences entre le Département de la gestion et le Département de l'appui aux missions en ce qui concerne la portée et la mise en œuvre de la stratégie Informatique et communications. Toutefois, ces deux départements s'emploient activement à trouver un accord et à progresser dans la mise en œuvre de la stratégie, comme prescrit par l'Assemblée dans sa résolution 69/262.



L'Administration a accepté toutes les recommandations du Comité des commissaires aux comptes, à l'exception de l'une d'elles, à laquelle elle n'a souscrit que partiellement. Elle exprime ses sincères remerciements au Comité pour l'audit approfondi auquel il a procédé, et en particulier pour l'esprit de coopération dont il a fait preuve à cette occasion.

L'Administration note que ce rapport de suivi sur la manière dont les questions relatives à l'informatique et aux communications sont traitées au Secrétariat coïncide avec l'examen du rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement de l'application de la stratégie Informatique et communications de l'Organisation des Nations Unies (A/70/364) par l'Assemblée générale. Elle apprécie les efforts faits par le Comité pour avancer le calendrier de son audit et accélérer ses travaux afin de mieux synchroniser la publication de son rapport avec l'examen du rapport du Secrétaire général.

État d'avancement de l'application des recommandations

1. Le Secrétaire général présente les réponses ci-après aux recommandations figurant dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes.
2. **Le Comité a recommandé à l'Administration de préciser le rôle et les pouvoirs du Directeur général de l'informatique et des communications dans les missions en énonçant clairement les activités qui doivent être fortement centralisées et celles pour lesquelles une certaine latitude est nécessaire ou préférable.**
3. L'Administration accepte partiellement cette recommandation et estime que, bien que l'Assemblée générale ait approuvé tous les éléments de la stratégie Informatique et communications, notamment le fait que les opérations quotidiennes des missions relèvent du département compétent, il importe de mieux définir la répartition des tâches relatives aux opérations quotidiennes. Toutefois, il convient de noter que, conformément à la résolution 69/262 de l'Assemblée et au rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/69/610), la stratégie Informatique et communications s'applique à l'ensemble du Secrétariat et que les attributions et les pouvoirs du Directeur général de l'informatique et des communications s'étendent donc à toutes les entités du Secrétariat. Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie, le rôle du Directeur général sera donc précisé dans un document définissant les délégations de pouvoir à l'échelle de l'Organisation.
4. **Le Comité a recommandé à l'Administration de réévaluer le bien-fondé du calendrier d'exécution de la stratégie et d'améliorer le mode de gestion de projets, notamment avec la mise en place de dispositifs d'assurance indépendants.**
5. L'Administration accepte cette recommandation. Des mesures concrètes ont été prises en ce sens pendant l'année écoulée et seront maintenues tout au long de l'exécution de la stratégie Informatique et communications.
6. Le calendrier d'exécution sera réévalué, en tenant compte du fait que cela fait déjà un an que la mise en œuvre de cette stratégie quinquennale a commencé. Le mode de gestion de projets sera perfectionné et des dispositifs de prévention des difficultés internes seront mis en place avant la publication du prochain rapport sur l'état d'avancement de l'application de la stratégie.
7. **Le Comité a recommandé à l'Administration d'adopter d'urgence des politiques et des procédures en matière d'informatique et de communications qui soient applicables dans toute l'Organisation, ainsi que des structures de gouvernance et de délégation de pouvoir appropriées, afin de faire en sorte que les attributions et responsabilités nécessaires à l'exécution de la stratégie Informatique et communications soient en place.**
8. L'Administration accepte cette recommandation. Alors qu'auparavant, il n'existait pratiquement aucun cadre de politique générale, depuis l'approbation de la stratégie, un ensemble complet de directives, de politiques et de procédures techniques a été élaboré dans tous les domaines touchant l'informatique et les communications. Les documents établissant les mécanismes de gouvernance sont en cours d'établissement, conformément aux procédures en vigueur.

9. Le Comité a recommandé à l'Administration d'établir un dispositif de contrôle de la conformité, assorti des délégations de pouvoir voulues, afin de veiller à ce que les politiques informatiques applicables à l'ensemble du Secrétariat, en particulier celles relatives à la sécurité informatique, soient respectées.

10. L'Administration accepte cette recommandation et note que la gouvernance, l'autorité technique et les mécanismes de délégation de pouvoir dans les domaines de l'informatique et des communications sont des conditions préalables au respect de la conformité. À cet égard, étant donné que des progrès ont été faits en ce qui concerne l'établissement de normes, l'architecture et la formulation de politiques, l'Administration a mis en place un dispositif de contrôle de la conformité, conformément à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes. Elle convient également que le respect des normes et des politiques en matière de sécurité informatique est d'une importance cruciale et deviendra donc une priorité pour toutes les entités du Secrétariat.

11. Le Comité a recommandé à l'Administration d'affiner et d'améliorer encore la qualité des données retenues aux fins de l'établissement des prévisions quinquennales concernant les dépenses informatiques, en cernant mieux les dépenses effectives et les moyens informatiques dans l'ensemble du Secrétariat, y compris dans les opérations de maintien de la paix.

12. L'Administration accepte cette recommandation et a commencé à recueillir les informations supplémentaires dont elle a besoin pour établir de manière plus précise les prévisions concernant les dépenses et les ressources dans les domaines de l'informatique et des communications dans toutes les entités du Secrétariat, conformément au paragraphe 18 de la résolution 69/262 de l'Assemblée générale.

13. L'Administration entend poursuivre ses efforts afin de disposer de prévisions plus précises concernant les dépenses et les ressources dans les domaines de l'informatique et des communications qui tiennent compte des missions, notamment des missions de maintien de la paix.

14. Le Comité a recommandé à l'Administration d'établir un état des coûts prévus et des avantages attendus de la nouvelle stratégie Informatique et communications, afin de faciliter la hiérarchisation des activités stratégiques et de veiller à ce que celles-ci bénéficient d'un financement adéquat.

15. L'Administration accepte cette recommandation. Des mesures concrètes ont déjà été prises en ce sens. Les coûts afférents aux activités stratégiques ont été pris en considération dans le projet de budget ordinaire pour l'exercice 2016-2017 et cadrent avec les prévisions présentées dans la nouvelle stratégie Informatique et communications. Conformément aux recommandations du Comité, un exposé des avantages attendus de la mise en œuvre de la stratégie sera élaboré et présenté dans les rapports sur l'état d'avancement de la stratégie.

16. Le Comité a recommandé que les hauts responsables pilotent plus activement l'exécution de la stratégie Informatique et communications, afin que tous les départements s'engagent à appliquer la nouvelle stratégie prescrite par l'Assemblée générale, et que tout désaccord ou toute entrave à la mise en œuvre soient examinés et une solution trouvée dans les meilleurs délais.

17. L'Administration accepte cette recommandation et l'a ajoutée dans les contrats de mission des hauts responsables. Les organes de gouvernance dans les domaines de l'informatique et des communications, tels que le Comité exécutif de l'informatique et des communications et le Comité de gestion, sont des mécanismes qui examinent les entraves à la mise en œuvre de la stratégie et proposent des solutions. En outre, des efforts notables en matière de communication et de gestion du changement ont été faits pour mieux faire comprendre la stratégie. Ces efforts seront poursuivis, car ils aident véritablement à mobiliser les hauts responsables.
